

L'Iran entre révoltes et espoirs

Depuis le 28 décembre l'Iran vit une situation nouvelle. Une série de manifestations ont secoué le pays en profondeur. Partie des villages et des petites villes ce mouvement de protestation a surgi des profondeurs de la société iranienne. Avec un courage inouï, bravant la censure électronique des réseaux sociaux et une dure répression, la jeunesse pauvre du pays a levé la tête contre l'état théocratique de la République Islamique. En payant un fort tribut : 25 morts (dont une majorité de manifestants), plus de 3700 arrestations selon les sources officielles; on compte des disparus, un jeune mort à la sinistre prison d'Evin à Téhéran, sans doute sous la torture.

ORIGINES DE LA CONTESTATION

Le point de départ de la contestation se trouve dans l'augmentation du prix des denrées alimentaires, dont les œufs et le poulet. À cela ce sont ajoutés les annonces du budget d'austérité mêlant baisse des subventions aux 32 millions d'Iraniens les plus pauvres, cadeaux aux fondations religieuses et des mesures d'extension des mécanismes de marché en vue d'une intégration économique internationale. Néanmoins et très rapidement le mouvement s'est transformé : les revendications ont visé la corruption du régime, puis le régime lui-même en la personne de l'ayatollah Khamenei, autorité religieuse et politique suprême du pays. Avec une pauvreté touchant près de la moitié de sa population, un chômage officiel touchant près de 40 % de la jeunesse d'un côté et des réserves de pétrole et de gaz qui ne profitent qu'à une minorité, il n'y avait rien d'étonnant à ce que le choc survienne. Cela



n'a surpris que ceux qui ne voulaient rien voir. En octobre 2016, dans le quotidien réformateur Etahad (la Confiance), le ministre de l'Économie de l'époque avait prévenu : « le danger pour l'Iran ne vient pas de l'extérieur mais des risques sociaux à l'intérieur du pays ». Les militants en Iran avaient pour leur part estimé à plus de 900, les mouvements et mobilisations en 2017. Elles allaient de manifestations contre la vie chère, des rassemblements contre les banques en liquidation, des grèves dures avec pour certaines des affrontements sévères avec la police.

L'ESPOIR EN ACTION

Les réformateurs — les modérés du régime pour résumer — ont dénigré ces mouvements « sans programme et sans leaders », et la presse internationale a évoqué une « révolution des œufs » pour souligner le caractère limité de la crise. Pourtant le régime est blessé, il est contesté et défié. Des dizaines de familles font des sit-in devant la grande prison de Téhéran pour demander des nouvelles de leurs proches. Une chose impensable il y a un mois : il était courant de les tabasser violemment. Cette apparente inorganisation est pourtant trompeuse. Par petits groupes — surtout des connaissances sûres de leur

quartier — les manifestants se sont regroupés pour défier le maillage implacable des milices Basidjis; et il a fallu beaucoup de discipline, de courage et d'intelligence pour défier les Pasdarans, le corps d'élite de répression du régime. Il a fallu beaucoup d'ingéniosité pour contourner la censure de Telegram, et parfois pirater les réseaux des sbires du pouvoir. N'en déplaise aux commentateurs de la presse aux ordres — ici et là bas — la base de la société sait créer, inventer lorsqu'elle lutte!

RICHES LEÇONS

Le mouvement a fait une pause. Il mûrit cependant, et les questions centrales prennent forme. Que mettre en place à la place de la République islamique? Qui doit diriger l'économie et au bénéfice de qui? Un mouvement trop important ne va-t-il pas emporter le pays dans la guerre comme en Syrie? Voilà quelques-unes des questions que se posent ces Iraniens désobéissants. Ils posent les questions de tous les commentateurs. Car un réveil social n'est pas simplement un instant fugace, c'est une série de tâches politiques qui naissent. Tenir tête, fédérer et amorcer, voilà le message venu d'Iran. À nous de lui donner forme ici.

JEUDI 18 JANVIER RÉUNION ETINCELLE

**PREMIÈRE SESSION 17 H 30
ET SECONDE SESSION 20 H**

(voir lieu de chacune avec les diffuseurs)

**L'IRAN ENTRE RÉVOLTE ET ESPOIRS :
LES TRAVAILLEURS ET LES PAUVRES ENTRENT EN SCÈNE.**

Cette situation exceptionnelle pose des questions politiques essentielles dont il faut se saisir : leurs expériences ont beaucoup à nous apporter. Viens en discuter, t'informer et n'hésite pas à inviter autour de toi.

LES SANS-PAPIERS : LA LUTTE CONTINUE!

Suite à la garantie de non-expulsion durant la période des fêtes par la direction de l'Université de Nantes, les militants qui occupent Censive ont pu négocier deux semaines de trêve supplémentaires. Le collectif des sans-papiers de Nantes, très majoritairement constitué de sans-papiers et qui a tout notre soutien militant, est bel et bien né, il subsiste et son organisation prend forme. Bien qu'étant courte, cette trêve va permettre aux forces du collectif de se déployer sans de l'expulsion. Il faut, pendant ce temps, continuer et persévérer dans cette lutte politique. Inscrivons les sans-papiers dans



Tunisie : la population réclame « Travail, pain, liberté et dignité! »

Depuis plusieurs jours maintenant la Tunisie connaît un mouvement social inattendu. Un véritable coup de colère s'est emparé du pays, suite à la présentation de la loi de finances le 1er janvier 2018. L'annonce de la hausse de la TVA, des abonnements téléphoniques et l'augmentation des prix en général, provoque colère et réaction politique de la part de la population tunisienne. Retour sur la situation...

NE SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DÉSASTREUSE, ET DEPUIS LONGTEMPS!

Depuis 1972, la jeune République tunisienne s'ancre au circuit financier international. En effet, à cette époque, commencent les étroites relations entre le patronat tunisien et leurs homologues du reste du monde. Bien qu'indépendante de la France depuis 1956, la Tunisie ne connaîtra jamais de

réelle indépendance du point de vue économique, financier et donc pas de réelle indépendance tout court.

Le FMI et la banque mondiale se mettent alors à financer le développement de l'industrie du textile et la construction d'hôtels le long du littoral, qui font le bonheur des agences de voyages françaises.

Loin de faire partie des priorités de la population, le développement du textile et du tourisme



créent le mirage d'une Tunisie moderne et indépendante.

De nombreuses grèves et mouvements sociaux se succèdent, mais l'arrivée au pouvoir en 1987 du général Ben Ali va y mettre un coup d'arrêt. Ce dictateur, l'ami des présidents français, n'aura de cesse que de réprimer son peuple et de soumettre l'économie de la Tunisie à la voracité des marchés mondiaux et autres capitalistes étrangers. Il va signer de nombreux traités avec les institutions financières internationales (banque mondiale, FMI, Union européenne...) qui autorisent explicitement l'intervention de ces groupes dans la politique économique du pays. En échange Ben Ali et ses amis, sont gracieusement rétribués. Le pays s'enfoncé alors dans la pauvreté et l'endettement, le pain se fait rare pour la population, qui décide alors de prendre son destin en main.

Au mois de janvier 2011, il y a tout juste 7 ans, se déclenche la

révolution tunisienne. Elle met fin à la dictature du général corrompu et cette vague de liberté se propage à tout le monde Arabe. Cependant, après 11 gouvernements successifs et une nouvelle constitution, presque rien n'a changé en Tunisie.

Aujourd'hui, le pays connaît un endettement sans pareil, 80 % du PIB est consacré à son remboursement, le chômage avoisine les 20 % et la majeure partie des diplômés sont aux chômage ou sous-payés. Les conditions de vie dans les quartiers populaires de Tunis sont intolérables, faire deux repas par jour et un luxe pour bien des jeunes Tunisiens.

Malgré cela, le gouvernement et le président bien qu'il soit élu décident de continuer la même politique d'austérité imposée par les institutions financières à tous les pays et en particulier à ceux du Sud.

Le président Béji Caïd Essebsi, plus vieux chef d'État au monde (91 ans), opportuniste de pre-

mier plan et ancien compagnon de route du général Ben Ali, assure aux puissances étrangères que leurs ordres et leurs intérêts économiques seront garantis. Bénéficiant à son tour de l'argent des financiers, Essebsi ne défend que les intérêts de sa classe au détriment de la population tunisienne.

ET POURTANT, LA RUE NE SE LAISSE PAS FAIRE

En effet, suite à l'austérité annoncée, des dizaines de milliers de Tunisiens et de Tunisiennes sont dans la rue depuis une semaine pour dénoncer la politique du gouvernement. Ce mouvement qui prend le nom de Fech Nestanneh, « qu'est ce qu'on attend ? » en arabe, à surpris tout le monde. Il s'agit d'un mouvement plutôt horizontal, qui dispose de relais dans toutes les régions du pays. Parmi les militants qui l'ont fondé : des activistes indépendants, d'anciens

blogueurs très actifs pendant la révolution de 2011, des membres de parti de gauche comme le Front populaire, ou encore des syndicalistes étudiants. L'appel de ce mouvement a rencontré un succès immédiat auprès de la population, plusieurs manifestations se sont déclenchées dans de nombreuses villes du pays. La proximité de ce mouvement avec la population surprend les autorités et les rend nerveux.

« Les autorités n'ont pas l'habitude de ce mode d'action, sourit doucement Henda Chennaoui. Ils n'avaient jamais vu des gens distribuer des tracts comme cela dans les quartiers populaires. C'est nouveau ici. »

La répression ne s'est pas fait attendre, de nombreuses arrestations ont suivies les journées d'action, notamment suite aux affrontements nocturne avec les forces de l'ordre. Un couvre-feu est en place depuis vendredi soir et à ce jour plus de 700 personnes ont été arrêtées,

un jeune homme est décédé suite à un usage massif des gaz lacrymogènes.

LE GOUVERNEMENT APPELLE AU CALME, MAIS LA POPULATION RESTE MOBILISÉE

Ce dimanche suite au 7e anniversaire de la révolution de 2011, des manifestations ont lieu dans la capitale. Les principaux partis politiques et les syndicats de travailleurs et du patronat ont été reçus samedi par le gouvernement. Ce dernier refuse toujours de recevoir les représentants du mouvement. Deux heures de discussions n'ont pas abouti au retrait du projet de loi de finances. Des promesses d'embauche pour les jeunes et une possible augmentation des cotisations ont été abordées, mais la rue tunisienne n'est pas dupe, la mobilisation va continuer...

Du mouvement au Maghreb !

En ce début d'années 2018, le Maghreb connaît une vague de protestations inattendue. Que ce soit en Tunisie avec le récent mouvement contre la vie chère (voir article p2), mais aussi en Algérie avec la contestation des étudiants en médecine ou Maroc avec la mobilisation de l'ancienne ville minière de Jerada. Malgré de nombreuses limites, nos frères et sœurs de l'autre rive de la Méditerranée se soulèvent pour réclamer de meilleures conditions de vie et nous font signe de les soutenir.

ALGÉRIE : DES MÉDECINS POUR LA POPULATION OUI, MAIS PAS POUR DES CLOPINETTES !

Ces dernières semaines en Algérie, un mouvement de contestation des médecins résidents (interne en médecine) s'est déclenché. Initié par les étudiants en médecine de capitale, Alger, ce mouvement a gagné plusieurs villes du pays. Mardi 9 janvier, une marche s'est tenue dans la ville d'Oran (Nord-ouest). Des centaines de manifestants venus des quatre coins de l'Algérie sont venus affirmer leurs revendications concernant l'abrogation du caractère obligatoire des services civils et militaires. En effet, la revendication principale de ce mouvement porte sur l'aménagement de ce service civil : « Nous désirons la suppression du caractère obligatoire du service civil et que le gouvernement mette en place des dispositions incitatives telles que des primes financières, mais surtout qu'il offre les conditions matérielles et techniques propices à l'activité médicale ».

Ayant pour objectif de combler les déserts médicaux, les jeunes médecins sont envoyés dans des zones reculées du pays, et doivent assurer le fonctionnement complet d'un établissement de soins sans moyens supplémentaires et pour un salaire

de misère. À peine sortis de leurs études, certains jeunes médecins se retrouvent seul pour gérer les patients de toute une région!

Le service civil est donc obligatoire pour tous les médecins, les hommes ont la possibilité s'ils refusent, de faire leurs services militaires

L'armée qui tient d'ailleurs une partie du pouvoir en Algérie, n'a pas hésité à réprimer le mouvement, on compte 20 morts à ce jour suite à la répression des manifestations.

Mais les médecins semblent déterminés, ils ont d'abord opté pour une grève cyclique, qui se tenait tous les lundis et les mardis dans chaque hôpital du pays. Mais désormais, ils n'assurent plus que le service minimum (les services d'urgence) et sont appelés tous les jours au piquet de grève.

Plus récemment, les étudiants en dernière année de résidanat ont décidé de boycotter l'examen final des études médicales spécialisées. Ce sont ces mêmes étudiants qui seront obligés d'effectuer le service civil.

L'Algérie, grand pays exportateur de pétrole et de gaz, dont la France et d'autres pays européens sont clients, a largement les moyens d'assurer un service de santé digne de ce nom à sa population. Mais cette république fantôme, qui est une réelle dictature militaire, ne peut tenir qu'avec les soutiens des capitalistes étrangers, c'est-à-dire nos patrons et nos gouvernements...

MAROC : À JERADA, TOUTE LA VILLE RÉCLAME DU PAIN ET DES DROITS !

Dans la petite ville minière de Jerada à l'est du Maroc, plusieurs milliers de manifestants ont battu le pavé rejoint par des habitants de communes voisines, alors qu'une grève générale a été largement suivie localement.

La région voisine du Rif, dans le nord du pays, a été secouée tout

au long de l'année par un mouvement de contestation sociale, né après la mort d'un marchand de poisson en octobre 2016, dénonçant le sous-développement de cette région historiquement frondeuse, pauvre et enclavée.

La ville de Zagora, dans le sud du royaume, a elle aussi été le théâtre pendant des mois de « manifestations de la soif » pour protester contre les coupures d'eau récurrentes.

Jerada accueille, la principale mine de charbon du Maroc. Fermée par l'état dans les années 1990, la mine employait près de 9000 mineurs. Aujourd'hui des centaines d'entre eux continuent de risquer leur vie pour extraire clandestinement du charbon, faute d'autres perspectives d'emploi.

Suite à la mort de deux frères dans l'effondrement d'une mine clandestine, « les gueules noires » de Jerada comme ils s'appellent, manifestent quasi quotidiennement. Forte d'une longue tradition syndicale, la première section syndicale du Maroc est née à Jerada, c'est l'ensemble de la ville qui est mobilisé! Même les enfants manifestent, lorsque les professeurs font grève.

Les habitants exigent « travail et développement » et une « alternative économique » aux puits clandestins d'extraction de charbon.

La monarchie, promet un développement pour ces régions les plus pauvres du Maroc. En envoyant, son ministre de l'énergie à Jerada le roi du Maroc pense

pouvoir désamorcer la situation. Mais les habitants de la ville en ont marre des promesses, et promettent de rester mobilisés jusqu'à ce qu'il y est des résultats concrets sur le terrain.

Le roi Mohamed VI et la famille royale forte de sa fortune estimée à 5,7 milliards de dollars (Forbes 2015) et le principal acteur politique et économique du pays. Avec une allocation annuelle de l'ordre de 250 millions d'euros,

la monarchie marocaine est la monarchie dans le monde qui s'attribue le plus d'argent public, en effet le budget alloué à la monarchie marocaine est régulièrement en hausse et dépasse de loin celui de plusieurs grands ministères. L'hypocrisie de la monarchie marocaine, qui se présente comme moderne et proche de son peuple ne pourra pas longtemps leurrer les Marocains.

CHRONIQUE DE L'ANTICAPITALISTE

Un homme intègre de Mohammad Rasoulof.

Reza est un modeste éleveur de poissons rouges. Il a quitté Téhéran pour s'installer à la campagne avec sa femme, directrice du lycée local, et son jeune fils. Il n'aspire qu'à vivre tranquillement.

Mais ce n'est pas possible : il s'est endetté, et la société de distribution d'eau veut mettre la main sur son terrain. En versant des pots-de-vin, en pliant l'échine devant les corrompus, il pourrait s'en tirer. Comme il refuse, sa vie et celle de sa famille deviennent un enfer.

Un régime gangréné par la corruption

Mohammad Rasoulof

montre que la corrup-

tion qui gangrène le régime des

mollahs est généralisée, y compris

au fin fond de la province. En fili-

grane, le film trace aussi le portrait

d'une génération : Reza a quitté

Téhéran pour refaire sa vie après

des démêlés avec le régime, son

ami le plus proche est en prison, un

autre fait carrière dans la finance,



Mohammad Rasoulof

Dans un État comme l'Iran, tous

les cinéastes sont confrontés au

problème de la censure et s'en

accommodent de diverses façons.

Rasoulof obtient difficilement des

autorisations de tournage; ses films

sont quasiment invisibles dans son

pays. Sa situation est certes bien

plus confortable que celle des syn-

dicalistes iraniens pourchassés par

le régime. Néanmoins, condamné à

six ans de prison pour « actes et

propagande hostiles à la République »

(peine réduite à un an), il est en

liberté conditionnelle.